

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1918-1919.

PROJET DE LOI TRANSITOIRE DE FINANCES POUR 1919 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

Le projet de loi, soumis au Parlement, a pour objet d'assurer une partie des ressources indispensables au fonctionnement des services publics pendant une période transitoire. Il se réclame de nécessités urgentes.

Son objet est double :

Régler le recouvrement des impôts impayés et de ceux à lever pour le prochain exercice;

Autoriser les dépenses que nécessitent le fonctionnement des divers services de l'État.

Votre Commission, s'efforçant de répondre au désir exprimé par le Gouvernement et vous mêmes de procéder au vote du projet de loi, aussi rapidement que le permettrait son examen, a estimé utile de vous proposer de procéder à la discussion des titres I, II et IV du projet, en réservant le titre IV, qui ferait l'objet d'un rapport complémentaire et d'un vote ultérieur.

*
* *
*

Le projet de loi tel qu'il vous est présenté tend à faire sortir leurs effets à certaines perceptions d'impôts opérées par l'occupant (art. 2, §§ 1 et 2) et à permettre au Gouvernement de percevoir pendant une période transi-

(1) Projet de loi, n° 8.

(2) La Commission était composée de MM. BERTRAND, FÉRON, LIEBAERT, VANDEVYVERE, VANDEWALLE et WAUWERMANS.

toire les mêmes impôts, en vertu et par l'autorité d'arrêtés royaux (art 2, §§ 3 et 4).

Votre Commission a estimé qu'il y avait lieu pour le Parlement de se réserver le soin de décréter lui-même, sans passer par une procédure de délégation, ces dispositions de voies et moyens budgétaires — et ce en conformité du texte et de l'esprit de la Constitution.

C'est à ces fins qu'elle s'est livrée à l'examen des dispositions fiscales dont vous aurez à ordonner l'exécution en leur donnant force de loi.

Est-il besoin de dire que les mesures que vous prendrez ne pourront jamais avoir pour conséquence d'être interprétées comme une approbation des actes posés par l'occupant en cette matière. Nous avons uniquement, en ce moment, à liquider des situations de fait.

Application des lois d'impôt belges (art. 1^{er}).

Aux termes de l'article 141 de la Constitution, nos lois d'impôt n'ont de valeur que pour un an, si elles ne sont renouvelées.

L'article 1^{er} répond à cette prescription pour l'exercice 1919.

En ce qui concerne la période des années 1915-1916-1917, nous rencontrons deux séries de dispositions régissant la matière.

Depuis l'invasion du pays, il a été pourvu chaque année à ce renouvellement par un arrêté-loi émané du Roi.

« La Constitution, énonce le Rapport au Roi pour l'arrêté du 26 décembre 1914, est de par la force des circonstances, non point suspendue, mais inexécutable dans certaines de ses dispositions. Le Pouvoir législatif, notamment, ne peut fonctionner selon les prescriptions constitutionnelles. Dans l'impossibilité où l'on se trouve de réunir la Chambre des Représentants et le Sénat, une seule des trois branches peut agir : le Roi ».

En présence de cette impossibilité, le Roi prit les 26 décembre 1914, 26 décembre 1915, 30 décembre 1916 et 16 décembre 1917 (*Moniteur belge* des 28/31 décembre 1914, n^{os} 359-365; 25/31 décembre 1915, n^{os} 359-365; 24/31 décembre 1916, n^{os} 359-366; 16/22 décembre 1917, n^{os} 350-356) des arrêtés, tous conçus dans des termes identiques et dont le dernier en date porte :

« Les impôts directs et indirects, en principal et centimes additionnels au profit de l'État, existant au 31 décembre 1917, seront recouvrés pendant l'année 1918 d'après les lois et les tarifs qui en règlent l'assiette et la perception. »

C'était la formule employée antérieurement, chaque année, comme texte de loi budgétaire.

D'autre part, l'occupant, invoquant l'article 48 de la Convention de La Haye, notifia, par un avis en date du 12 novembre 1914, qu'il continuerait « à prélever, dans le territoire belge occupé, les impôts, droits et péages établis au profit de l'État belge, et que, moyennant les recettes qui en résultent, il couvrirait les frais de l'administration du territoire occupé ».

Un arrêté fut pris par lui le 27 décembre 1914, dans des termes absolument identiques à ceux de l'arrêté belge du 26 décembre.

Il en fut de même chaque année.

Par le fait de la cessation de l'occupation, les arrêtés de l'occupant sont venus à tomber, de plein droit, avec son pouvoir.

D'autre part, toutes les dispositions prises par le Gouvernement belge étaient en principe obligatoires, dans toute l'étendue du royaume. Elles s'étendaient « au territoire occupé aussi bien qu'au sol demeuré inviolé ». Les autorités administratives et judiciaires ont à en poursuivre l'application « au fur et à mesure de la libération du territoire et sans nouvelle publication » (arrêté-loi du 8 avril 1917 et rapport au Roi, *Moniteur* du 8-13 avril 1917, nos 98-103).

Il suit de ces textes que si la cessation de l'occupation met fin au titre résultant des arrêtés de l'occupant pour la perception des impôts anciens, elle permet au même moment l'exécution du titre constitué par les arrêtés-lois, rédigés en termes identiques, pour la perception d'impôts reposant sur la même assiette.

Les perceptions effectuées dans le territoire occupé, en conformité des lois belges, sont donc couvertes et rendues valables par un acte du pouvoir législatif national répondant au prescrit de la Constitution ; pour les perceptions restant à faire, au compte de l'exercice en cours, par application des mêmes lois, il existe un titre légal valable jusqu'au 31 décembre prochain : l'arrêté belge pris au Havre.

Il n'est pas besoin ici de confirmation d'arrêtés de l'occupant. Les recouvrements des impôts arriérés ou des rôles qui seraient encore à dresser se feront en vertu des arrêtés belges.

Il n'est pas besoin d'amender le texte de l'article pour indiquer l'inutilité de procéder à la confection d'autres rôles, à l'envoi de nouveaux avertissements, etc.

Impôts établis par l'occupant (art. 2).

Au cours des cinquante mois d'occupation, le Gouvernement général allemand introduisit dans notre Code fiscal un certain nombre de modifications et d'innovations.

Certaines étaient absolument exorbitantes de notre régime d'impositions d'État : ce sont la taxe sur les absents (arrêté du 16 janvier 1915) et l'impôt sur la fortune mobilière (arrêté du 29 juillet 1917).

En fait, ni l'une ni l'autre n'ont effectivement atteint qu'un très petit nombre de personnes, à raison de la louable inertie de la presque unanimité des fonctionnaires belges, et de la grève des contribuables.

Les diligences ordonnées par l'administration allemande relativement aux déclarations de la fortune mobilière, traînaient encore, en longueurs voulues et concertées, lorsque le régime ennemi vint à s'effondrer.

S'il appartient au Pouvoir national, rétabli dans son intégrité et sa force, d'apprécier dans sa Souveraineté les dispositions à prendre relativement aux

actes de l'occupant « en vue de sauvegarder pour l'avenir des droits ou des intérêts respectables », il est radicalement impossible de faire sortir ou de maintenir un effet, quel qu'il soit, aux arrêtés de cette première catégorie.

A côté de ceux-ci on rencontre quelques modifications fiscales qui ne s'écartent pas du plan général de nos impôts, et ce à la faveur de l'utile intervention des fonctionnaires belges qui se manifesta le jour où il leur devint impossible de résister aux réquisitions d'impôts nouveaux ou supplémentaires exigés par l'occupant. Toute leur action ne pouvait obtenir d'autres effets que d'en modérer les effets et d'en faire subir les charges à ceux qui étaient le mieux à même de les supporter.

Ils s'y employèrent activement et heureusement.

C'est ainsi qu'en avril 1915 l'autorité allemande avait soumis au Département des Finances des propositions ne tendant à rien moins qu'à l'établissement d'additionnels (variant de 25 à 100 %) sur le principal de tous les impôts directs.

A la fin de 1915 elle transmit au même Département un projet de décret établissant, à partir de 1916, un impôt sur le revenu global et sur la fortune, selon les formules et la méthode en vigueur en Prusse, et qui constituait un bouleversement de notre droit fiscal.

Pour éviter ces mesures, les services belges élaborèrent un plan de réformes accessoires qui pouvaient être considérées comme acceptables, et qui tendaient à faire peser les suppléments de charges sur ceux qui avaient bénéficié jusqu'alors d'un régime de faveur, ou qui, grâce à l'importance de leurs ressources ou de leurs bénéfices actuels, étaient mieux à même de les supporter que la généralité des contribuables. Ceux-ci devaient d'ailleurs ne point échapper au relèvement projeté des droits de douanes et accises.

C'est ainsi que les arrêtés dont le texte figure dans les annexes du projet de loi, et dont le Gouvernement demandait l'autorisation de laisser sortir provisoirement les effets, peuvent invoquer qu'ils ne sont pas — comme la plupart des autres — issus de la seule autorité allemande. Ils ont pu être suggérés et conçus par les fonctionnaires belges, dans un esprit national, pour éviter des mesures qui eussent porté la lourde marque germanique et jeté le trouble dans les populations.

En ce qui concerne leur légitimité théorique « dans l'essence, leur assiette, leurs tarifs et le mode de recouvrement », on peut admettre que les nouveaux impôts ont été établis selon les principes généraux de la législation belge, sauf les modalités qu'exigeaient les circonstances.

La progressivité de l'impôt, conforme d'ailleurs aux tendances de la fiscalité moderne, ne constitue pas une innovation : elle existe implicitement dans les tableaux nos 6 et 14 de la loi du 21 mai 1819 sur le droit de patente. Les articles 2 et 3 de la loi du 25 août 1883 et l'article 1^{er} de la loi du 3 septembre 1913 déterminent des taux ou tarifs progressifs respectivement pour la contribution personnelle sur les domestiques et les chevaux ainsi que pour la taxe sur les spectacles cinématographiques.

L'article 20 de la loi du 1^{er} septembre 1913 imprime aussi une certaine progressivité au droit de patente spécial des agents de change et les règlements communaux, notamment celui de Bruxelles, approuvés par arrêté royal, prévoient également l'application de taux progressifs pour la taxe sur le revenu cadastral.

Le droit de patente ordinaire constitue pour de nombreux industriels, commerçants et employés un impôt sur leurs bénéfices ou traitements.

Nous croyons utile de fournir en annexe une note précisant les rétroactes et la portée des mesures prises par l'occupant en matière de contributions directes.

*
* *

Ces dispositions fiscales nouvelles ou supplémentaires ont été mises en vigueur, mais un grand nombre de cotisations se rapportant à plusieurs exercices, n'ont pas été mises en recouvrement, ou le recouvrement n'a pu en être opéré.

Si donc on veut établir l'égalité nécessaire, on se trouve en présence de ce dilemme : ou bien restituer tout ce qui a été perçu par application des décrets de l'occupant, ou bien, par une nouvelle disposition belge, atteindre les contribuables qui ont échappé aux nouvelles taxes, tandis que d'autres se sont exécutés volontairement ou sous la contrainte.

Votre Commission a demandé communication des éléments propres à établir quel fut le montant des perceptions opérées tant à raison des impôts anciens que des impôts nouveaux et supplémentaires, mais le temps a fait défaut pour lui permettre de vous renseigner à ce sujet.

L'Administration évalue à 200 millions l'« arriéré » susceptible d'être recouvré, et ce recouvrement intéresse non seulement l'État, mais aussi les provinces et les communes du chef de leurs additionnels.

L'article 2, § 2 fournit le titre légal de ces perceptions.

Il ne s'agit pas ici de faire nôtres ces impôts, de les approuver, mais de régulariser ce qui apparaît comme une situation de fait, et ce pour sauvegarder la justice distributive, pour conserver au Trésor une partie notable des ressources dont la perception est organisée par l'Administration et qui lui sont nécessaires pendant une période de transition.

*
* *

Si les dispositions dont les effets seront repris ne soulèvent point d'objections au regard des principes généraux de notre système fiscal en vigueur, et si votre Commission n'aperçoit *de ce côté* aucun motif qui s'opposerait au maintien des perceptions qu'elles entraînent, il s'en faut que ces impôts puissent être considérés comme ayant été « nécessités par les besoins du pays ».

Des protestations expresses au sujet de leur légitimité, comme mesure de l'occupant, doivent être formulées ici.

Si la loi avait fixé une telle constatation comme condition de leur maintien dans un arrêté royal, pas un seul d'entre eux n'aurait fort probablement pu subir une telle épreuve.

Si l'occupant peut lever les impôts établis au profit de l'État, dans le territoire occupé, c'est à charge de pourvoir aux frais de l'administration de ce territoire dans la mesure où le Gouvernement légal y était tenu.

Il ne peut modifier les règles de l'assiette et de la répartition en vigueur que si les impôts anciens perçus selon ces modes ne produisent pas les sommes nécessaires pour couvrir les obligations dont le Gouvernement légal était tenu.

Il se substitue en fait à celui-ci. Toute mesure, tout acte de gestion de l'occupant suppose essentiellement que le pouvoir légal aurait pu la prendre ; elle doit avoir le but que les actes du pouvoir légal poursuivent : le seul avantage des indigènes. Si l'occupant veut procéder à des dépenses dépassant le rendement antérieur des impôts, il ne sera pas amené à opérer des modifications dans l'assiette et la perception des impôts, en vue de s'assurer la perception des anciens revenus de l'État, mais il établira des *contributions*. En ce qui concerne celles-ci, l'article 49 de la Convention de La Haye a soin de préciser qu'elles ne peuvent être exigées que pour les besoins de l'armée ou de l'administration du territoire.

L'occupant a violé cette règle. Les impôts nouveaux et supplémentaires — de même que les nombreuses taxes dont il a grevé même les denrées indispensables à l'alimentation populaire — ont été surtout nécessités par le fait que les impôts anciens étaient incapables de fournir l'acquit de charges *qui n'incombaient pas au Budget*, et qui étaient absolument étrangères à l'administration prévue et autorisée par la Convention de La Haye.

Après avoir imposé à la population belge la contribution de guerre mensuelle, qui s'éleva progressivement jusqu'à 60 millions, et mit à la charge du budget ordinaire le service des intérêts et de l'amortissement de cette contribution de guerre sous forme d'avance au profit des provinces — soit 24 millions pour 1917. En réalité donc, il préleva sur l'impôt, qu'il pouvait percevoir au lieu et place de l'État, et à charge de l'affecter aux besoins de l'administration *civile*, les frais de l'occupation *militaire*.

A côté de ce prélèvement injustifié, — et qui fut la première cause du déficit invoqué comme raison d'être des impôts nouveaux, — il inscrivit au Budget nombre de dépenses qui firent l'objet de la protestation adressée, le 18 octobre 1917, au Gouverneur général en Belgique par les sénateurs et députés restés au pays occupé. Ils écrivaient :

« Et pendant que votre administration n'arrive pas à faire face aux obligations qu'elle a assumées et qu'elle pouvait laisser aux Belges, voici qu'elle porte, à son profit, les articles suivants :

- 16 millions pour l'Administration allemande,
- 20 millions pour l'Administration allemande des Postes,
- 10 millions pour l'Administration allemande des Chemins de fer,
- 10 $\frac{1}{2}$ millions pour l'Administration allemande des Travaux publics.
- 7 millions pour les frais d'une séparation administrative dont le pays ne veut pas.

» Ces imputations ne peuvent se justifier puisque l'Allemagne prélève, par mois, malgré nos protestations, 60 millions de francs de contributions de guerre, pour faire face aux frais que l'occupation entraînerait pour elle : c'est sur ce montant énorme que doivent être imputés les articles dont s'agit, comme ils l'ont été antérieurement par votre propre administration. Comment, d'ailleurs, se concevrait-il que le Budget belge put avoir à supporter, même pour une quote-part, les frais de régies productives comme les chemins de fer et les postes, alors que les recettes sont conservées en entier par votre administration, sans justification ni décompte ? »

Faut-il y ajouter l'inscription au Budget de postes, tels que « l'établissement, ornementation et entretien de tombes et de cimetières de soldats » (1,500,000 francs pour 1917), les « subsides, avances et autres interventions de l'État pour encourager à la reconstruction de bâtiments détruits ou endommagés par suite des événements de guerre » (3 millions), les « créances arriérées à charge de l'État belge provenant de la période antérieure à l'occupation du pays » (5 millions); si l'on se rappelle cette disposition caractéristique et suggestive que « pour la justification de ces dépenses », — de même que pour celles des frais de l'administration allemande, — « seules les ordonnances portant l'acquit de la caisse centrale de l'administration civile allemande seront produites » ...

Enfin peut-on considérer comme « frais de l'administration du territoire occupé dans la mesure où le Gouvernement légal y était tenu » les dépenses entraînées par les mesures de séparation administrative, depuis les salaires octroyés pour prix de trahisons jusqu'aux subsides acquittés pour la propagande activiste sous toutes ses formes.

« L'ennemi a envahi et occupé le territoire dans un but militaire; il veut détruire la force de résistance de son adversaire; il décrète dans ce but les mesures qu'il juge utiles et, au besoin, crée ou suscite les institutions nécessaires à ces frais. Ce sont là toutes choses purement hostiles, dirigées contre l'État dont le territoire est occupé. A leur exécution, la population indigène ne collabore nullement, aussi longtemps qu'elle reste fidèle à l'État dont elle fait partie.

» Lorsque des mécanismes ont été imaginés par l'occupant dans son intérêt propre, comme machine de guerre dirigée contre l'État qu'il combat, il est possible que pour les actionner il trouve des indigènes de la région occupée, soit que ceux-ci pensent devoir agir contre leur patrie, soit que leurs consciences soient choses négociables.

» Ce sont choses de l'État ennemi. » (Réquisitoire de M. Leclercq pour l'arrêt de cassation du 21 janvier 1918, *Pas.*, 1918, I, 195. Voir aussi sur le caractère d'œuvre de guerre du mouvement séparariste : F. PASSELECO, *La question flamande et l'Allemagne.*)

Qui pourrait soutenir que si l'occupant, au lieu de livrer le Budget belge au pillage, avait administré le pays en conformité des devoirs de la Conven-

tion de La Haye, il eût été dans l'impossibilité, à raison de la diminution de rendement des impôts anciens, d'acquitter, au moyen des sommes recouvrées, les dépenses régulières d'occupation civile?

Les impôts nouveaux constituent des faits de guerre et des actes contraires à la Convention de La Haye dans toute la mesure où ils dépassent celle des dépenses d'administration civile, faites dans l'intérêt de la population indigène.

Si l'on peut reconnaître que l'établissement et la répartition de certains de ces impôts ont été organisés en s'inspirant de la politique fiscale alors en vigueur, et qu'à cet égard on puisse en maintenir temporairement le fonctionnement, il est d'autre part impossible de reconnaître qu'ils fussent « nécessités par les besoins du pays ».

Nous ne pouvons songer à renoncer à notre droit de demander compte à l'occupant, lors du règlement des indemnités, du montant des sommes perçues sous les dehors d'impôts réguliers et détournées de leur affectation licite, pour servir aux fins politiques et aux buts de guerre de l'envahisseur, pour préparer la réalisation du « testament politique » du Gouverneur général baron von Bissing.

Des réserves formelles s'imposaient à cet égard.

La constatation que prévoyait le projet de loi à cet égard est impossible. Elle eut supposé en tous cas des vérifications auxquelles il ne peut convenir de se livrer actuellement.

Il paraît plus pratique — et davantage conforme au prescrit de la Constitution — de préciser dans la loi les dispositions qui, puisant leur force dans la volonté du pouvoir législatif belge, fourniront des titres de perception à l'Administration.

Ce ne sera pas reconnaître leur bien fondé, mais faire sortir les conséquences d'un état de faits.

L'énumération vise les arrêtés, reproduits en annexe, — sauf celui du 17 décembre 1916, — qui constituait une dérogation temporaire, en opposition avec les principes généraux de la loi du 1^{er} septembre 1913 qui n'atteint que les bénéfices répartis des sociétés anonymes.

C'est sous ces réserves que le Parlement, usant du droit qui lui a été attribué de voter les Voies et Moyens, fournit au Gouvernement des titres de perception.

Il établit lui même les bases bien définies, les modalités et les règles d'application.

En résumé, tandis que l'application des mesures prévues par le titre premier permettra au Gouvernement de percevoir en 1919 tous les impôts directs ou indirects, contributions ou taxes organisés par nos lois fiscales en vigueur au 2 août 1914, et les arriérés établis ou à établir en application de leurs textes, le titre II donne de même au Gouvernement la mission de récupérer toutes les sommes susceptibles d'être recouvrées dans les termes des arrêtés visés, depuis leur mise en vigueur respective jusqu'à la mise en vigueur de la loi des Voies et Moyens de l'exercice 1919.

États tenant lieu de Budget général (titre III, art. 3).

Le Budget du Gouvernement belge siégeant au Havre était alimenté par une subvention mensuelle de 75 millions de francs obtenue des Puissances alliées : l'Angleterre, les États-Unis et la France. Dans sa forme, ce Budget consistait en simples états de prévisions de recettes et de dépenses, au moyen desquels le Gouvernement belge justifiait devant ces Puissances de la nature et du montant de ses besoins financiers.

D'autre part, un arrêté-loi disposait que chaque année, en vue de pourvoir aux besoins des divers ministères et services de l'État, ainsi qu'aux dépenses résultant des mesures extraordinaires, « le Ministre des Finances est autorisé à ouvrir aux divers Départements ministériels, les crédits nécessaires aux besoins de leurs services pendant l'année » (Le dernier arrêté en date du 30 décembre 1916, *Moniteur belge* du 24/31 décembre 1916, nos 359-366.)

C'étaient là des expédients que justifiait la nécessité, mais qui s'écartent du prescrit de l'article 113 de la Constitution. L'article 3 du projet aurait la portée de substituer des états de prévisions ayant force légale à des Budgets. Elles tiendraient lieu de lois budgétaires.

Votre Commission a estimé qu'il y avait lieu de rechercher s'il était vraiment impossible, sinon de construire de toutes pièces, en ce moment, un budget général en rapport avec les ressources et les charges actuelles et prochaines, à tout le moins de soumettre à l'examen et à l'approbation du Parlement ces états de prévisions, ou des tableaux budgétaires, et de lui permettre d'exercer ainsi sa mission.

Elle n'a pas voulu retarder, cependant, jusqu'à la solution des questions délicates que soulève l'article 3, la perception des impôts.

Prescriptions et déchéances (art. 4)

L'article 4 vise toutes les prescriptions et déchéances dans lesquelles se trouve intéressée l'Administration des finances.

Cette disposition est en conformité avec l'arrêté-loi pris au Havre le 26 octobre 1914 (*Moniteur belge* du 28-29 octobre 1914, nos 301-302) aux termes duquel « toutes prescriptions et péremptions en matière civile, ainsi que tous délais impartis pour attaquer ou signifier les décisions des diverses juridictions sont suspendues pendant la durée du temps de guerre ».

Il relève par une disposition formelle et expresse des déchéances déjà encourues et des prescriptions acquises, même si elles avaient été prononcées par une décision de justice — ainsi que ce put être le cas de la part de certaines juridictions qui n'avaient pas eu connaissance de cet arrêté.

L'action du Trésor en recouvrement des impôts et des amendes fiscales, ainsi que l'action des contribuables en redressement des impositions excès-

sives et en restitution des sommes payées indûment, sont généralement soumises à une courte prescription.

A) En matière de contributions directes (contribution foncière, contribution personnelle, droit de patente, etc.), l'action du receveur subrogé à l'État se trouve éteinte, à défaut de poursuite, après trois années à compter du jour de la réception du rôle rendu exécutoire; et en cas de cessation des poursuites entamées, il y a déchéance après trois années de l'interruption (loi du 3 frimaire an VII, art. 149 et 150; arrêté du 16 thermidor an VIII, art. 17; règlement général du 1^{er} décembre 1851, art. 51 et 52). En matière de contribution personnelle, l'action du chef de contravention est prescrite un an après le procès-verbal (loi du 28 juin 1822, art. 117), et en matière de patente, les droits fraudés sont prescrits après quatre années (loi du 21 mai 1849, art. 43). D'autre part, les réclamations des intéressés contre les surtaxes, dans les rôles de contributions directes, sont frappées de déchéance six mois après l'avertissement-extraît du rôle, et le recours judiciaire quarante jours après la notification de la décision administrative sur la réclamation; pour la demande en remise de la contribution foncière sur une maison restée inhabitée ou une usine restée inactive pendant une année, la déchéance est encourue le 1^{er} avril de l'année suivante; pour la demande en dégrèvement du droit de patente en cas de décès du patenté ou en cas de perte d'un bateau, le délai est de trois mois à partir de l'événement (loi du 6 septembre 1895, art. 5 et 8).

B) En matière de droits d'enregistrement, de timbre, de greffe et d'hypothèque, l'action de l'État est prescrite deux ans après la date où l'exigibilité s'est révélée manifestement, et l'action ouverte au contribuable, dans tous les cas de paiement indu, est prescrite deux ans après le paiement (loi du 17 août 1873, art. 4 à 7, et loi du 25 mars 1891, art. 60).

En matière de droits de succession, le délai de la prescription contre l'État est de dix ans après le délai de déclaration, si la déclaration n'a pas été déposée; au cas contraire, l'action en paiement de ce qui est dû d'après la déclaration et l'action en redressement de certaines insuffisances sont prescrites deux ans après le dépôt. D'autre part, toute demande en restitution de droits et d'amendes indûment perçus est prescrite deux ans après le paiement (loi du 27 décembre 1817, art. 26, et loi du 30 août 1913, art. 59).

Ce ne sont là que quelques exemples des prescriptions et déchéances édictées au profit de l'État et contre lui par les lois d'impôts.

De son côté, la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité instituée au profit du Trésor une prescription spéciale de cinq années à l'égard des créances contractuelles et de toutes ordonnances de paiement laissées en souffrance par des particuliers (art. 34 et 36).

Citons encore les dispositions des lois sur les pensions civiles et ecclésiastiques qui prononcent la déchéance du droit à la pension dans le cas où la demande et les pièces à l'appui ne sont pas présentées dans un délai de

trois ans (loi du 21 juillet 1844, art. 41), et qui soumettent les quartiers de pension à la prescription de cinq ans (loi du 24 avril 1900, art. 6).

En résumé, les délais de prescription ou de déchéance fixés par la législation fiscale et financière varient, dans la plupart des cas, de quelques mois à cinq ans.

Or la dispersion d'une grande partie de la population, dans certaines régions surtout, la longue absence de milliers de personnes éloignées du pays, — sans compter les militaires de tout rang, — le désarroi plus ou moins accentué des services administratifs, la pénurie et les difficultés des communications, les pertes et les destructions de pièces officielles et de papiers privés, les maladies et les décès amenés par la guerre, — toutes ces circonstances et d'autres encore ont pu mettre les agents dans l'impossibilité matérielle ou morale de faire valoir ou de sauvegarder en temps utile les droits et actions de l'État, et placer ses créanciers dans la même impossibilité relativement à leurs propres intérêts.

Il est donc de toute justice d'abolir les prescriptions et déchéances qui ont agi au préjudice de l'État, ou à son profit au préjudice des particuliers, pendant la durée de la guerre. L'article 4 du projet, statuant dans ce sens, fixe, par la date initiale du 1^{er} août 1914 et la date finale du 3 décembre 1918, la période de temps d'où les prescriptions et déchéances sont exclues; il prolonge les délais qui étaient en cours au 31 juillet 1914 d'un nouveau délai uniforme qui prendra fin le 31 décembre 1919.

Un certain nombre de contribuables ont injustement échappé par la voie de la prescription, tandis que la plupart s'exécutaient consciencieusement. Il est hautement désirable que cette inégalité ne soit pas tacitement consacrée.

Les rappels devront être faits avec discernement et mesure.

Les contribuables qui peuvent justifier de l'occupation de leurs immeubles pendant une année entière, sont de plein droit exonérés de l'impôt foncier.

L'Administration a étendu, par voie d'interprétation, cette disposition aux propriétaires qui, par le fait de l'occupation de leurs immeubles par l'ennemi, ou de l'abandon gratuit de ceux-ci, n'en ont retiré aucun revenu.

Il y a lieu d'élargir encore cette interprétation. On comprendrait difficilement qu'un propriétaire ou un occupant, qui n'a pu retirer aucun loyer de son immeuble à raison de l'insolvabilité de son locataire, de l'impossibilité de le poursuivre alors qu'il était sous les drapeaux, — et peut-être demain, à la suite d'une législation sur les loyers, — se vit écraser sous le poids de réclamations fiscales.

* * *

Il importe de hâter le moment où le Parlement pourra être saisi de budgets réguliers et pourra réaliser, éloigné des préoccupations de parti qui y ont trop souvent opposé un insurmontable obstacle, une revision

générale de nos impôts et taxes, dans une vue générale et d'ensemble, et où il pourra tenter d'accomplir ce que M. Ingenbleek intitulait, en une récente étude soumise à M. le Ministre des Finances, *La Justice dans l'impôt*.

Le Rapporteur,
P. WAUWERMANS.

Le Président,
JUL. LIEBAERT.

Projet de loi transitoire de finances pour 1919. **Ontwerp van overgangs-financiënwet voor 1919.**

**TEXTE AMENDÉ
PAR LA COMMISSION.**

**TEKST DOOR DE COMMISSIE
GEWIJZIGD.**

TITRE I^{er}.

TITEL I.

Application des lois d'impôt belges en 1919.

Toepassing der Belgische belastingwetten in 1919.

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉÉN.

Les impôts directs et indirects, en principal et additionnels au profit de l'État, qui existaient à l'époque de l'invasion du pays, seront recouvrés pendant l'année 1919 d'après les lois et tarifs qui en réglaient l'assiette et la perception à ladite époque.

De rechtstreeksche en onrechtstreeksche belastingen, in hoofdsom en opcentiemen ten bate van den Staat, die, op het tijdstip van den vijandelijken inval in het land, bestonden, worden gedurende het jaar 1919 ingevorderd volgens de wetten en tarieven welke op voormeld tijdstip derzelve zetting en heffing regelden.

TITRE II.

TITEL II.

Impôts établis par l'occupant.

Belastingen geheven door de bezettende macht.

ART. 2.

ART. 2.

§ 1^{er}. — *Sont validées les perceptions d'impôts nouveaux ou supplémentaires au profit de l'État, effectuées en vertu d'actes émanés de l'occupant, en date des 18 mai 1916 (art. 1 et 2) et 17 décembre 1916 (art. 1) sur la contribution foncière; 24 décembre 1917 (art. 1 et 2) sur la contribution personnelle; 18 mai 1916 (art. 3 et 4); 17 décembre 1916 (art. 2 et 3); 24 décembre 1917 (art. 3) sur le droit de patente; 18 mai 1916 concernant la taxe*

§ 1. — *Worden gemachtigd tot geldigmaking der krachtens akten vanwege de bezettende macht gedane heffingen van nieuwe- en bijbelastingen ten bate van den Staat, in dato 18 Mei 1916 (art. 1 et 2) en 17 December 1916 (art. 1) op de grondbelasting; 24 December 1917 (art. 1 en 2) op de personeele belasting; 18 Mei 1916 (art. 3 en 4); 17 December 1916 (art. 2 en 3); 24 December 1917 (art. 3) op het patentrecht; 18 Mei 1916 betreffende*

sur les revenus et profits réels; 23 avril 1916 concernant la taxe sur les spectacles et autres établissements publics.

§ 2. — Le Gouvernement est autorisé à percevoir les mêmes impôts, dans les mêmes conditions d'assujettissement, à charge des contribuables qui seraient en retard de les acquitter.

§ 3. — Les impôts visés ci-dessus continueront à être perçus jusqu'à ce qu'il soit définitivement pourvu par le pouvoir législatif aux voies et moyens de l'exercice 1919.

TITRE III.

Disjoindre le titre III.

TITRE IV.

Prescriptions et déchéances.

ART. 4.

Sont abolies les prescriptions ou déchéances accomplies entre le 31 juillet 1914 et le 31 décembre 1918, relativement à des actions, droits et créances soit au profit de *l'administration des finances, de l'État* ou de ses agents responsables, soit contre *ladite administration*.

Il est établi, pour l'exercice de ces actions, droits et créances, un nouveau délai qui prendra fin le 31 décembre 1919.

den aanslag op het inkomen en de zakelijke winsten; 23 April 1916 betreffende den aanslag op de schouwspelen en andere openbare inrichtingen.

§ 2. — De Regeering wordt gemachtigd dezelfde belastingen te innen, in de zelfde voorwaarden van verplichting, ten laste van de belastingschuldigen, die in 't betalen derzelve ten achteren zouden zijn.

§ 3. — De bovenbedoelde belastingen worden zoolang geïnd tot wanneer door de wetgevende macht voorgoed in de wegen en middelen van het dienstjaar 1919 zal voorzien zijn.

TITEL III.

Titel III af te voeren.

TITEL IV.

Verjaring en verval van rechten.

ART. 4.

Worden opgeheven alle verjaring en verval van rechten ingetreden tusschen 31 Juli 1914 en 31 December 1918, aangaande vorderingen, rechten en schuldvorderingen hetzij ten voordeele van *het bestuur der financiën*, van den Staat of van zijne verantwoordelijke agenten, hetzij ten nadeele van *gezegd bestuur*.

Voor de uitoefening dier vorderingen, rechten en schuldvorderingen, wordt een nieuw tijdsbestek bepaald, hetwelk den 31 December 1919 zal eindigen.

(ANNEXE AU *DOC. PARL.* N° 15)

SESSION DE 1948-1949.

NOTE

EXPOSANT LES RÉTROACTES ET LA PORTÉE DES MESURES PRISES, SOUS L'OCCUPATION, EN MATIÈRE DE CONTRIBUTIONS DIRECTES.

Malgré les perturbations profondes que la guerre apporta dans la vie économique de la Nation, les administrations belges (sauf celles qui offraient quelque intérêt militaire) purent continuer à fonctionner en 1944 et 1945, grâce surtout au rendement des impôts directs, des droits d'accise et des droits de succession.

Cependant, dès le mois de février 1945, l'Administration civile allemande prétendit qu'il résultait des projets de Budget un déficit de plus de 60 millions et qu'il fallait augmenter les impôts existants ou en créer de nouveaux.

Des discussions nombreuses eurent lieu quant au prétendu déficit; finalement, en avril 1945, l'autorité allemande soumit au Département des Finances des propositions pour couvrir un déficit, déjà réduit alors à 24 millions.

Ces propositions ne tendaient à rien moins qu'à l'établissement d'additionnels (variant de 25 à 100 %) sur le principal de tous les impôts directs.

Nonobstant les instances réitérées de l'autorité allemande, l'Administration des contributions ne donna aucune suite audit projet, parce que la situation du Trésor permettait d'assurer les services publics. On invoqua en outre, dans les entretiens verbaux que l'on eut à ce sujet, qu'il ne pouvait être question d'augmenter, voire même de doubler les impôts directs, alors que la bourgeoisie qui en supporte le plus grand poids, était déjà si éprouvée par les événements et surtout par le renchérissement de l'existence.

L'Administration allemande, qui semblait frappée de la modération de nos impôts, comparativement de ceux existant en Allemagne, ne se tint pas

pour battue : à la fin de 1915, elle transmitt au Département des Finances un projet de décret établissant, à partir de 1916, un impôt sur le revenu global et sur la fortune, selon la méthode prussienne.

Ce double impôt était destiné à couvrir un déficit que ladite administration évaluait à 70 millions, y compris 45 millions pour les intérêts et l'amortissement des emprunts contractés du chef des contributions de guerre imposées aux provinces, *charges que l'occupant avait portées d'office au budget belge.*

Après des discussions quant à la légitimité de cette mesure et quant à l'existence même du déficit, le Département des Finances fit connaître, à la fin de janvier 1916, qu'il était absolument hostile à l'instauration du double impôt proposé.

Il formula de nombreuses objections, notamment les suivantes :

1° L'établissement du nouvel impôt constituerait un bouleversement de notre droit fiscal; or, aux termes de la Convention de La Haye, il n'appartient pas à l'occupant d'apporter, sans nécessité, des modifications essentielles à la législation du pays occupé;

2° Ce n'est pas au moment où la plupart des Belges sont lésés dans leurs biens et dans leurs revenus qu'il faut songer à organiser un impôt sur la fortune et sur le revenu; celui-ci entraînerait, par sa superposition aux impôts ordinaires, des doubles emplois et des injustices qui provoqueraient des réclamations innombrables; dans les circonstances données, il présenterait, d'ailleurs, des impossibilités d'ordre pratique;

3° Le déficit allégué est basé sur de simples prévisions de recettes, qui devraient être révisées à la lumière des faits récents constatés;

4° S'il était reconnu que les ressources normales sont réellement insuffisantes pour assurer la liquidation des dépenses budgétaires, le Département des Finances examinerait le moyen d'apporter quelques modifications, non fondamentales, aux impôts directs et indirects, de manière à parer aux nécessités urgentes et bien démontrées.

L'Administration allemande répondit qu'elle n'admettait pas les objections présentées, mais qu'elle désirait, pour se prononcer, recevoir dans la quinzaine un plan détaillé des modifications que l'on estimait réalisables. Avant de se résoudre à cette extrémité, on se demanda s'il n'était pas possible de l'éviter en suspendant le paiement des intérêts et de l'amortissement des emprunts de guerre, mais la question ne reçut pas une solution satisfaisante.

La création de nouveaux impôts devenait ainsi inéluctable.

Les services compétents élaborèrent un plan de réformes accessoires qui semblaient opportunes : on chercha surtout à faire peser les nouveaux impôts directs sur ceux qui avaient bénéficié jusqu'alors d'un régime de faveur ou qui, grâce à l'importance de leurs ressources ou de leurs bénéfices du moment, pouvaient supporter une aggravation de charges, mieux que la généralité des contribuables si durement éprouvés et qui seraient atteints d'ailleurs par le relèvement projeté des droits de douane et d'accise.

Après que le plan élaboré dans ce sens eut reçu l'approbation officieuse de plusieurs personnalités politiques belges, il fut communiqué à l'Administration allemande. Celle-ci marqua son assentiment à ce sujet et consentit à ne pas établir pour 1916 un impôt général sur le revenu et sur la fortune, à la condition toutefois qu'il fût créé un impôt sur les capitaux mobiliers (fonds publics, etc.) placés ailleurs que dans les sociétés par actions et qui échappent à toute imposition fiscale.

Sans se préoccuper de satisfaire à cette condition, l'Administration belge se borna, après deux mois d'études qui furent prolongées pour gagner du temps, à soumettre les projets d'arrêtés que comportait le plan approuvé, dans l'intervalle, comme on vient de le rappeler.

Telle est la genèse des dispositions fiscales prises par l'occupant.

Il a paru nécessaire de rappeler ces rétroactes pour montrer que les dispositions en question ne sont pas, comme la plupart des autres prises par l'occupant, issues de l'autorité allemande, mais ont été suggérées et conçues par les fonctionnaires belges dans un esprit national, pour éviter précisément des impôts qui eussent porté la marque germanique et jeté le trouble parmi les populations.

L'exposé suivant permettra de constater que ces impôts sont fondés en équité et se caractérisent par leur modération et leur tendance démocratique.

I. — Contribution foncière.

1° *Taxation des anciens terrains incultes mis en valeur et revision des évaluations des propriétés non bâties améliorées ou dépréciées.*

Il y avait dans le pays 250,000 hectares d'anciens terrains incultes qui n'étaient imposés qu'à raison d'un revenu cadastral de fr. 0.50 à 1 franc, alors qu'ils rapportent 30 à 120 francs par hectare. Il a paru juste de les réexpertiser afin de les soumettre au droit commun et d'écartier ainsi le principal obstacle qui s'opposait à la mise en vigueur de la péréquation cadastrale.

C'est aussi une pensée d'équité qui a inspiré la revision cadastrale des terrains améliorés ou dépréciés. Ces mesures avaient été maintes fois réclamées au sein des Chambres législatives.

2° *Suppression de l'exemption temporaire dont bénéficient pendant quinze ans les habitations et bâtiments construits sur des terres vaines et vagues appartenant ou ayant appartenu aux communes.*

Cette exemption ne paraissait plus opportune au moment où tous les contribuables devaient supporter une aggravation d'impôts.

3° *Supplément de 1 à 6 % à charge des propriétaires d'immeubles d'un revenu cadastral d'au moins 2,000 francs.*

Ce revenu correspond à un capital foncier environ 100,000 francs.

Les grands propriétaires ruraux ou urbains pouvaient supporter un léger accroissement d'impôt (20 francs pour une fortune approximative de 100,000 francs) mieux que ceux qui n'ont qu'un modeste revenu foncier. Pour ces derniers, l'impôt est une privation; pour les autres, ce n'était qu'un prélèvement sur leur superflu.

II. — Contribution personnelle.

Aucune modification n'a été apportée à cet impôt, pour éviter d'atteindre la généralité qui souffrait tant du renchérissement de la vie.

Une simple mesure d'ordre a été prise : la suppression des déclarations annuelles, sauf le cas de changement d'occupant ou de modifications notables des bases de l'impôt.

En dehors de ces cas, les anciennes impositions sont en effet définitives et non susceptibles de révision (art. 31 de la loi électorale du 12 avril 1894); les déclarations annuelles sont donc inutiles.

La réforme en question avait déjà été examinée en 1913; elle n'avait été ajournée que pour des raisons d'opportunité.

La rareté du papier en 1917 et surtout l'intention manifestée par l'occupant de faire distribuer pour 1918, dans l'agglomération bruxelloise, des déclarations libellées uniquement en flamand, ont été les causes déterminantes de la disposition dont il s'agit ⁽¹⁾.

III. — Droit de patente.

Imposition des exploitants agricoles et application d'un taux légèrement progressif, allant de 1 à 5 %₀, à tous les patentables ayant gagné au moins 10,000 francs par an.

Dans les circonstances pénibles qu'a traversées le pays, il était légitime d'assujettir à l'impôt, ou de leur réclamer un surcroît de charges, ceux qui, nonobstant les événements et même à la faveur de ceux-ci, ont réalisé des bénéfices élevés.

Des taxes à charge des cultivateurs et de certains industriels avaient du reste été votées par la plupart des provinces; ces taxes nouvelles présentaient une grande diversité et des lacunes sérieuses.

L'Administration belge a pensé que l'établissement d'additionnels provinciaux ou communaux aux impôts nouveaux assurerait l'uniformité désirable en cette matière, tout en donnant aux provinces et aux communes les ressources nécessaires.

(1) Une mesure analogue a été prise en matière de droit de patente, la stagnation des affaires l'avait rendue possible.

Cette combinaison a eu les plus heureuses conséquences sur les finances provinciales et communales et a mis les pouvoirs locaux à même de supporter une grande partie des dépenses exceptionnelles qui leur incombait.

Les exploitants de bois qui ont fait des coupes sombres dans leurs domaines et ont ainsi appauvri la réserve boisée du pays, ont été soumis à un droit spécial de 1 % sur le produit net des ventes de bois.

IV. — Taxe sur les revenus et profits réels.

1° Augmentation du taux de la taxe sur les intérêts d'obligations porté de 4 à 6 % et paiement de l'impôt dans les deux mois de l'échéance des coupons.

Les porteurs d'actions acquittent un impôt de 4 %, qui s'élève généralement à 8 % avec les additionnels provinciaux et communaux.

La taxe de 4 % sur les intérêts des obligations étant exempte d'additionnels, l'Administration a estimé qu'il convenait de réclamer aux détenteurs de ces titres une minime augmentation de taxe (0.06 environ par 100 francs de capital), d'autant plus que leurs autres valeurs mobilières (fonds publics et titres étrangers) échappent à toute emprise fiscale.

Le paiement de la taxe a en outre été exigé dans les deux mois de l'échéance des coupons.

2° Supplément de taxe (allant de 1 à 5 % à charge des administrateurs, commissaires et liquidateurs de sociétés par actions, qui ont touché au moins 20,000 francs de tantièmes.

Les considérations invoquées ci-dessus au sujet des grands propriétaires sont applicables ici.

Il est des administrateurs qui ont touché, pour une seule année de guerre, plusieurs centaines de mille francs.

Ces contribuables privilégiés de la fortune pouvaient très légitimement être frappés d'un supplément d'imposition (20 francs minimum pour 20,000 francs de tantièmes).

3° Limitation des additionnels provinciaux et communaux.

Aux termes de l'article 18 de la loi du 1^{er} septembre 1913, les additionnels provinciaux et communaux à la taxe sur les revenus et profits réels ne peuvent respectivement dépasser 50 % de l'impôt au profit de l'État. Toutefois, cette limite ne devait être appliquée qu'à partir de l'exercice 1918 dans les provinces et les communes où le produit desdits additionnels serait inférieur au montant net de leurs anciennes impositions sur

les mêmes bases. En cette occurrence, le taux des additionnels devait se relever automatiquement de manière à compenser les taxes supprimées.

Par suite de l'arrêt de nos grandes industries, de nombreuses sociétés ont éprouvé, en 1915, des pertes considérables; quelques-unes seulement ont réalisé des bénéfices.

L'observation de la disposition transitoire prérappelée, justifiée en temps normal, aurait entraîné, pour l'exercice 1915, l'application d'un taux exorbitant d'additionnels à charge d'un petit nombre de sociétés.

Pour éviter cette éventualité, la limite de 50 % a été fixée comme un maximum.

4° Taxation exceptionnelle des sociétés ayant réalisé des bénéfices mais n'ayant pas distribué des dividendes.

Dans la crainte d'une taxation exagérée, certaines sociétés se sont cependant abstenues de distribuer des dividendes, ce qui a rendu encore plus difficile la situation des petits rentiers.

Afin de faire participer ces sociétés aux charges publiques, on les a taxées, à titre *exceptionnel*, pour l'exercice 1916, à raison de la moitié de leurs bénéfices de 1915, pour autant que ceux-ci eussent atteint au moins 10,000 francs.

V. — Taxe sur les spectacles et autres divertissements publics.

La loi du 3 septembre 1913 a créé une taxe progressive de 1 à 4 % sur les spectacles cinématographiques et a permis aux provinces et aux communes d'établir des additionnels à concurrence respectivement de 25 % et de 75 % au maximum.

Dans un but de moralité, cette taxe a été étendue, en 1916, à tous les spectacles et divertissements publics.

Alors que tant de Belges pleuraient leurs morts, souffraient de l'oppression ennemie et prélevaient même sur leur nécessaire de quoi contribuer aux œuvres d'assistance, d'autres consacraient aux plaisirs, parfois les plus vulgaires, une notable partie de leurs ressources.

Il a paru opportun d'assujettir à l'impôt, non plus les exploitants, mais indirectement les spectateurs des théâtres, des courses de chiens, etc.; à cette fin la taxe a été fixée uniformément à 10 % des recettes.

Un huitième et trois huitièmes du produit ont été attribués respectivement aux provinces et aux communes, en compensation de la suppression de leurs additionnels à l'ancienne taxe. Cette mesure était indispensable pour éviter, eu égard aux circonstances, le vote de nombreux règlements nouveaux qui eussent dû être approuvés par l'occupant.

VI. — Dispositions diverses.**RECouvreMENT. — DÉLAIS DE PRESCRIPTION FISCALE.**

Pour assurer le recouvrement des impôts, l'article 8 de l'arrêté du 18 mai 1916 a stipulé que les officiers ministériels chargés de procéder à une vente de meubles ou d'immeubles ne peuvent se dessaisir du produit de celle-ci que sous déduction des impositions directes non encore acquittées et dont les biens vendus sont la garantie.

Une mesure analogue faisait l'objet d'un décret du 5/18 août 1791 ; mais sa validité ayant été contestée, il a été jugé opportun de mettre la question hors de controverse.

*
* *

Dans le but d'éviter toute perte d'impôt non justifiée, les délais de prescription pour l'exigibilité des droits fraudés et pour les poursuites en recouvrement d'impôts directs et de taxes y assimilées, ont été prorogés d'abord d'un an, puis jusqu'à disposition ultérieure (arrêtés du 17 décembre 1916 et 24 décembre 1917).



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1918-1919.

ONTWERP VAN OVERGANGS-FINANCIËNWET VOOR 1919 (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER WAUWERMANS.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, dat aan de Kamers is voorgelegd, heeft ten doel, een deel der goldmiddelen te verschaffen, welke voor den geregelden gang van 's Rijks diensten gedurende een overgangstijdperk onontbeerlijk zijn. Het steunt op dringende behoeften.

Zijn doel is tweeërlei :

Het regelen van de inning van de achterstallige belastingen en van die, welke te hopen zijn voor het volgende dienstjaar ;

Het machtigen van de uitgaven vereischt voor de werking van de verscheidene Staatsdiensten.

Uwe Commissie, willeude beantwoorden aan den wensch uitgedrukt door de Regeering en door U zelf om tot de aanneming van het wetsontwerp over te gaan zoo spoedig als het onderzoek ervan het mocht toelaten, heeft het nuttig geacht, U voor te stellen, over de titels I, II en IV van het ontwerp te beraadslagen en titel III voor te behouden ; over dezen titel zou later, nadat een aanvullend verslag is uitgebracht, gestemd worden.

(1) Wetsontwerp, nr 8.

(2) De Commissie was samengesteld uit de heeren BERTRAND, FÉRON, LIEBAERT, VANDE-
VYVERE, VANDEWALLE en WAUWERMANS.

*
* *

Het wetsontwerp, zooals het U is voorgelegd, strekt er toe, sommige heffingen van belastingen vanwege den bezetter (art. 2, §§ 1 en 2) te bekrachtigen en aan de Regeering toe te laten, diezelfde belastingen gedurende een overgangstijdperk te innen krachtens en op grond van koninklijke besluiten (art. 2, §§ 3 en 4).

Uwe Commissie achtte dat de Kamers zich het recht moesten voorbehouden, die bepalingen betreffende de begrooting van 's Lands middelen zelf tot wet te maken, zonder hare toevlucht te nemen tot opdracht- en wel overeenkomstig den tekst en den zin der Grondwet.

Met dat doel onderzocht zij de fiscale bepalingen waarvan gij de tenuitvoerlegging zult moeten voorschrijven door daaraan kracht van wet te geven.

Dient het te worden gezegd, dat de door U genomen maatregelen nooit ten gevolge zullen kunnen hebben dat zij worden uitgelegd als eene goedkeuring der handelingen van den bezetter op dat gebied? Thans behoeven wij enkel feitelijke toestanden te regelen.

Toepassing van de Belgische belastingwetten

(art. 1).

Naar luid van artikel 111 der Grondwet, zijn onze belastingwetten van kracht slechts voor één jaar, indien ze niet vernieuwd worden.

Artikel 1 beantwoordt aan dat voorschrift voor het dienstjaar 1919.

Voor het tijdperk der jaren 1915-1916-1917 zijn er twee reeksen bepalingen welke de zaak regelen.

Sedert de overrompeling van het land werd telken jare in die vernieuwing voorzien door een besluit-wet uitgaande van den Koning.

« De Grondwet, zoo luidt het Verslag aan den Koning voor het besluit van 26 December 1914, is ter wille van de omstandigheden, geenszins opgeschorst, doch onuitvoerbaar voor sommige harer bepalingen. De Wetgevende Macht, namelijk, kan niet werkzaam zijn naar de voorschriften der Grondwet. Daar het onmogelijk is de Kamer der Volksvertegenwoordigers en den Senaat op te roepen, kan slechts één der drie takken handelend optreden : de Koning. »

Wegens die onmogelijkheid, heeft de Koning, op 26 December 1914, 26 December 1915, 30 December 1916 en 16 December 1917 (*Belgisch Staatsblad*, 25/31 December 1914, n^{os} 359-365; 25/31 December 1915, n^{os} 359-365; 24/31 December 1916, n^o 359-366; 16/22 December 1917, n^{os} 350-356), besluiten uitgevaardigd, welke alle in gelijke bewoordingen luiden en waarvan het jongste bepaalt :

« De rechtstreeksche en onrechtstreeksche belastingen, in hoofdsom en

oprentiemen ten bate van den Staat, bestaande op 31 December 1917, worden voor het jaar 1918 ingevorderd volgens de wetten en de tarieven welke de zetting en de heffing daarvan regelen. »

Dit was de tekst die, vroeger, elk jaar werd gebruikt als tekst der begrootingswet.

Anderzijds heeft de bezetter, op grond van artikel 48 der Haagsche Overeenkomst, bij bericht van 12 November 1914 bekendgemaakt dat hij « binnen het bezette Belgisch grondgebied de belastingen, rechten en weggelden, geheven ten bate van den Belgischen Staat, bij voortduur zou innen en dat hij door de aldus verschafte geldmiddelen de kosten van bestuur van het bezette grondgebied zou dekken ».

Een besluit werd door hem op 27 December 1914 uitgevaardigd in volstrekt gelijke bewoordingen als die van het Belgisch besluit van 26 December.

Zóó ook werd er ieder jaar gehandeld.

Ten gevolge van het ophouden der bezetting zijn de besluiten van den bezetter vervallen, van rechtswege, te gelijk met zijne macht.

Anderzijds waren al de voorschriften, uitgaande van de Belgische Regeering, in beginsel verbindend over de gansche uitgestrektheid van 't koninkrijk. Zij golden « voor het bezette gebied, zoowel als voor het grondgebied dat ongeschonden was gebleven ». De bestuurlijke en rechterlijke overheden moeten ze doen toepassen « naar gelang het grondgebied bevrijd wordt en zonder nieuwe bekendmaking » (besluit-wet van 8 April 1917 en verslag aan den Koning, *Staatsblad* van 8-13 April 1917, n^os 98-103).

Uit die teksten blijkt dat, zoo de titel gegrond op de besluiten van den bezetter tot het heffen van de vroegere belastingen vervalt met het ophouden van de bezetting, dit ophouden op hetzelfde oogenblik aanleiding geeft tot uitvoering van den titel gevestigd door de besluit-wetten, welke in gelijke bewoordingen luiden, om op denzelfden grondslag berustende belastingen te heffen.

De heffingen, binnen het bezette gebied gedaan overeenkomstig de Belgische wetten, zijn dus gedekt en geldig gemaakt door eene handeling van 's Lands wetgevende macht, welke beantwoordt aan het voorschrift der Grondwet; voor de latere heffingen, die voor het loopende dienstjaar dienen te worden gedaan bij toepassing van dezelfde wetten, bestaat er een wettelijke titel, geldig tot 31 December aanstaande : het Belgisch besluit uitgevaardigd te Le Havre.

Het is onnoodig hier besluiten van den bezetter te bekrachtigen. De inningen van de achterstallige belastingen of van de nog op te maken rollen zullen geschieden krachtens Belgische besluiten.

Geen wijziging dient te worden gebracht in den tekst van het artikel om te wijzen op het feit, dat het nutteloos is andere rollen op te maken, nieuwe waarschuwingsbriefjes te zenden, enz.

Belastingen ingevoerd door den bezetter (art. 2).

Tijdens de vijftig maanden bezetting werden door het Duitsch « Generaal-Gouvernement » een zeker getal wijzigingen en nieuwe regelen in onze fiscuswetten ingevoerd.

Sommige daarvan vielen volstrekt buiten den kring van ons stelsel van belastingen ten bate van den Staat, met name de belasting op de afwezigen (besluit van 16 Januari 1915) en de belasting op het roerend vermogen (besluit van 29 Juli 1917).

Feitelijk werden slechts een klein getal personen door beide belastingen getroffen, uit hoofde van de lofwaardige werkloosheid van bijna al de Belgische ambtenaren en van de staking der belastingschuldigen.

De maatregelen, door het Duitsch bestuur voorgeschreven betreffende de aangiften van het roerend vermogen, werden nog willens en wetens op de lange baan geschoven, toen de heerschappij van den vijand instortte.

Kan alleen 's Lands Vertegenwoordiging, in hare volle macht hersteld, oppermachtig oordeelen over de te nemen schikkingen betreffende de handelingen van den bezetter « ten einde eerbiedwaardige rechten of belangen voor de toekomst te vrijwaren », dan is het volstrekt onmogelijk, om 't even welke kracht te geven of te behouden aan de besluiten behoorende tot gezegde eerste soort.

Benevens die besluiten komen enkele fiscale wijzigingen voor, welke niet afwijken van het algemeen plan onzer belastingen, en wel dank zij het doelmatig optreden van de Belgische ambtenaren, toen het hun onmogelijk werd zich langer te verzetten tegen het opdringen van nieuwe of bijkomende belastingen, door den bezetter gevegd. Gansch hunne werking kon geen ander gevolg hebben dan de toepassing daarvan te temperen en de lasten daarvan te doen dragen door hen die het best daartegen bestand waren.

Daartoe traden zij krachtdadig en met goed gevolg op.

Zóó werden in April 1915 door het Duitsch bestuur aan het Ministerie van Financiën voorstellen onderworpen, welke strekten tot het heffen van opcentiemen (van 25 tot 100 %) op de hoofdsom van al de rechtstreeksche belastingen.

Op het einde van 1915 maakte het Duitsch bestuur aan het Ministerie een ontwerp van decreet over, waarbij, van af 1916, eene belasting op het algeheel inkomen en op het vermogen werd gelegd naar den maatstaf en de wijze van kracht in Pruisen; daardoor werd ons fiscaal recht geheel omgeworpen.

Om die maatregelen te vermijden, maakten de Belgische diensten een plan op van hervormingen van ondergeschikten aard, welke als aannemelijk konden beschouwd worden en welke ertoe strekten, de aanvullende lasten te doen drukken op hen die tot dan toe begunstigd warenof, dan k zij

hunne aanzienlijke geldmiddelen of hunne huidige winsten, beter in staat waren die te betalen dan de belastingplichtigen in 't algemeen. Dezen konden overigens niet ontsnappen aan de ontworpen verhooging van de tol- en accijsrechten.

Daarom kunnen de besluiten, waarvan de tekst voorkomt in de bijlagen van het wetsontwerp en waarvoor de Regeering de machtiging vroeg om ze tijdelijk van kracht te maken, invoeren dat zij niet — zooals meest al de overige — uitsluitend van de Deutsche overheid uitgingen. Het gedacht en het ontwerp daarvan konden uitgaan van de Belgische ambtenaren, met een vaderlandsch doel, ter voorkoming van maatregelen welke het ruwe Deutsche kenmerk zouden gedragen en de stoornis onder onze bevolking zouden gebracht hebben.

Wat betreft hare theoretische wettigheid « in haar wezen, haren grondslag, hare tarieven en hare invorderingswijze », mag men aannemen dat de nieuwe belastingen werden ingevoerd naar de algemeene beginselen der Belgische wetgeving, behoudens de wijze van toepassing, door de omstandigheden vereischt.

Het beginsel van de klimmende belasting, dat overigens strookt met de strekkingen van de moderne fiscuswetten, is geen nieuwigheid : het wordt stilzwijgend gehuldigd in de tabellen n^{os} 6 en 11 der wet van 21 Mei 1819 op het patentrecht. De artikelen 2 en 3 der wet van 25 Augustus 1883 en artikel 1 der wet van 3 September 1913 bepalen klimmende bedragen of tarieven respectievelijk voor de personeele belasting op de dienstboden en de paarden, alsmede voor de belasting op de kinemavertooningen. Artikel 20 der wet van 1 September 1913 voert insgelijks eene zekere klimmende belasting in voor het bijzonder patentrecht der wisselagenten en de gemeentereglementen, met name dit van Brussel, bij koninklijk besluit goedgekeurd, voorzien insgelijks de toepassing van een klimmenden aanslag voor de belasting op het kadastraal inkomen.

Het gewoon patentrecht is voor talrijke nijveraars, handelaars en bedienenden eene belasting op hunne winsten of wedden.

Wij achten het nuttig, als bijlage, eene nota te leveren tot nadere verklaring van de wording en de beteekenis der maatregelen, door den bezetter genomen betreffende de rechtstreeksche belastingen.

* -
* *

Deze nieuwe of bijkomende fiscale bepalingen werden van kracht, maar een groot getal aanslagen, over verscheidene dienstjaaren loopend, werden niet ingevorderd of de invordering kon niet geschieden.

Wil men dus de noodige gelijkheid brengen, dan staat men voor volgend dilemma : ofwel alles teruggeven wat bij toepassing der decreten van den bezetter ingevorderd werd, ofwel door een nieuwe Belgische veror-

dening de belastingplichtigen treffen, die aan de nieuwe taksen ontsnapt zijn, terwijl anderen vrijwillig en zonder dwang betaald hebben.

Uwe Commissie heeft mededeeling gevraagd van de noodige gegevens om het bedrag vast te stellen van de sommen geïnd wegens de vroegere belastingen en wegens de nieuwe en bijkomende belastingen, doch de tijd ontbrak om U in deze zaak de noodige inlichtingen te kunnen verschaffen.

Het Beheer raamt op 200 millioen het « achterstallige », dat zou kunnen ingevorderd worden, en bij deze invordering heeft niet alleen de Staat belang, maar ook de provinciën en de gemeenten ter wille van hare opeentiemen.

Artikel 2, § 2, is wettelijke titel dier inningen.

Hier is er geen sprake van, die belastingen tot de onze te maken, ze goed te keuren : men wil enkel wettig maken wat een feitelijke toestand is, en wel om de uitdeeltende gerechtigheid te vrijwaren, om voor de Schatkist te behouden een aanzienlijk deel der gemiddelen, waarvan de inning door het Beheer is geregeld en welke het noodig heeft gedurende een overgangstijdperk.

*
* *

Zoo de bepalingen, waarvan de uitwerking hernomen zal worden, geen aanleiding geven tot aanmerkingen ten aanzien van de algemeene beginselen van ons geldend fiscaal stelsel en zoo uwe Commissie *langs dien kant* geen reden ziet om de invorderingen, die het gevolg daarvan zijn, niet te behouden, toch mag men daaruit niet besluiten dat die belastingen kunnen beschouwd worden als zijnde « noodzakelijk geweest wegens de behoeften van het land ».

Uitdrukkelijke protestaties betreffende de wettigheid daarvan, als maatregel van de bezettende macht, moeten hier geuit worden.

Moest de wet zulke vaststelling daaraan verbonden hebben als voorwaarde van hun behoud bij koninklijk besluit, dan zou wellicht geen enkele die proef kunnen doorstaan hebben.

Mag de bezettende macht de belastingen heffen, welke ten bate van den Staat zijn gevestigd, in het bezet gebied, zoo weegt op haar tevens de verplichting, te voorzien in de kosten van het bestuur van het bezet gebied, in dezelfde mate waarin de wettelijke Regeering daartoe gehouden was.

De bezetter mag den bestaanden grondslag en den van kracht zijnde omslag alleen dan wijzigen, wanneer de vroegere belastingen, op die wijzen geïnd, de sommen niet opbrengen, welke noodig zijn tot nakoming van de verplichtingen, waartoe de wettige Regeering gehouden was.

De bezetter treedt eigenlijk in de plaats van deze Regeering. Elke maatregel, elke daad van beheer van den bezetter moet van zulken aard zijn dat zij kunnen beschouwd worden als uitgaande van de wettige macht; elke maatregel moet hetzelfde doel hebben als de verrichtingen van de wettige macht : alleen het belang van de inlandsche bevolking. Zoo de bezetter uitgaven wil doen, die de vroegere opbrengst der belastingen overschrijden,

dan mag hij geen wijziging brengen in den grondslag en de invordering der belastingen, ten einde zich de inning der oude inkomsten van den Staat te verzekeren, maar hij zal *bijdragen* opleggen. Te dezer aanzien wordt door artikel 49 van de Haagsche Conventie uitdrukkelijk bepaald dat zij enkel mogen geëischt worden voor de behoeften van het leger of van het bestuur van het grondgebied.

De bezetter heeft dezen regel geschonden. De nieuwe en bijkomende belastingen — evenals de talrijke taksen gelegd zelfs op de voor 's volks voeding onontbeerlijke eetwaren — waren vooral noodig geworden door het feit, dat de vroegere belastingen niet toereikend waren om de lasten te betalen, die *niet op de Begrooting moesten komen* en volstrekt niets te maken hadden met het bestuur, door de Conventie van den Haag voorzien en toegelaten.

Na aan de Belgische bevolking de maandelijksche oorlogsschatting, die trapsgewijze tot op 60 millioen steeg, te hebben opgelegd, bracht de bezetter ten laste van de gewone begrooting den dienst van de interesten en van de aflossing dier oorlogsschatting in den vorm van voorschot ten bate der provinciën — hetzij 24 millioen voor 1917. Werkelijk nam hij dus de kosten van de *militaire* bezetting vooraf op de belastingen, die hij in de plaats van den Staat mocht innen, mits hij ze aan de behoeften van het *burgerlijk* bestuur zou besteden.

Benevens diè ongerechtvaardigde voorafneming — die de eerste oorzaak was van het tekort dat als reden van de nieuwe belastingen opgegeven werd — bracht hij op de Begrooting tal van uitgaven, waartegen op 18 October 1917 bij den Gouverneur-Generaal verzet aangeteekend werd door de senatoren en volksvertegenwoordigers, die in het bezette gedeelte des lands gebleven waren. Zij schreven :

« En nadat uw bestuur er niet in slaagt de verbintenissen na te komen, die het op zich genomen heeft en aan de Belgen kon overlaten, brengt het op de Begrooting te zijnen bate de navolgende artikelen :

16 millioen voor het Duitsch Bestuur,

20 millioen voor het Duitsch Bestuur der Posterijen,

10 millioen voor het Duitsch Bestuur der Spoorwegen,

10 $\frac{1}{2}$ millioen voor het Duitsch Bestuur der Openbare Werken,

7 millioen voor de kosten van een bestuurlijke scheiding, waarvan het land niet hooren wil.

» Die aanrekeningen kunnen niet gerechtvaardigd worden, vermits Duitschland *elke maand*, ondanks ons herhaald verzet, 60 millioen frank oorlogsbijdrage heft om de kosten der bezetting te dekken; op dat groot bedrag moeten bedoelde artikelen aangerekend worden, *zoals dat vroeger door uw eigen bestuur gebeurde*. Hoe is het overigens aan te nemen dat de Belgische Begrooting, zelfs maar voor een gedeelte, de kosten zou moeten

dragen van winstgevendende bedrijven, als spoorwegen en posterijen, terwijl de ontvangsten door uw bestuur gansch behouden blijven, zonder rechtvaardiging noch afrekening? »

Is het noodig er bij te voegen de inschrijving, op de Begrooting, van posten, zooals « het aanleggen, versieren en onderhouden van soldatengraven en soldatenkerkhoven » (1,500,000 frank voor 1917), de « toelagen, voorschotten en andere tegemoetkomingen van den Staat om bij te dragen tot het heroprichten van gebouwen, vernield of beschadigd door den oorlog » (3 millioen), de « achterstallige schuldvorderingen ten laste van den Belgischen Staat behorende tot het tijdperk dat aan de bezetting van het land voorafging » (5 millioen); wanneer men zich deze kenmerkende en leerrijke beschikking herinnert, dat tot « rechtvaardiging van die uitgaven », — evenals tot die van de kosten van het Duitsch bestuur — « alleen de betaalbevelschriften dragende de kwijting van de centrale kas van het burgerlijk Duitsch bestuur moeten vertoond worden »...

Kan men eindelijk beschouwen als « kosten voor het bestuur van het bezet gebied in de mate waarin de wettige Regeering daartoe gehouden is », de uitgaven veroorzaakt door de bestuurlijke scheiding, van het loon verleend als prijs voor het verraad af tot de betaalde hulpgelden voor de activistische propaganda onder al hare vormen?

« De vijand heeft het grondgebied met een militair doel overweldigd en bezet; hij wil de weerstandskracht van zijnen tegenstander breken; met het oog daarop vaardigt hij de maatregelen uit, welke hij nuttig acht, en, zoo het noodig is, brengt hij de daartoe noodige instellingen tot stand. Dat zijn al louter vijandelijke maatregelen gericht tegen den Staat, waarvan het grondgebied bezet is. Ter uitvoering van die maatregelen verleent de inlandsche bevolking hare medewerking hoegenaamd niet, zoo lang zij trouw blijft aan den Staat, waarvan zij deel uitmaakt.

» Wanneer inrichtingen door den vijand in zijn eigen belang uitgedacht werden als een oorlogsmachine tegen den Staat dien hij bekampt, kan het gebeuren dat hij bij de inlandsche bevolking menschen vindt om die inrichtingen in werking te brengen, hetzij omdat dezen meenen tegen hun vaderland te moeten optreden, hetzij omdat hun geweten veil is.

» Dat alles ligt in het belang van den vijandelijken staat ». (Requisitorium van den heer Leclercq voor het arrest van het Hof van Verbreking van 21 Januari 1918, *Pas.*, 1918, I, 195. Zie ook over de beweging voor de bestuurlijke scheiding als oorlogsmachine : F. PASSELECQ, *La question flamande et l'Allemagne.*)

Wie zou kunnen beweren dat de bezetter, zoo hij de Belgische Begrooting niet uitgeplunderd had en het land bestuurd had volgens de plichten voorgeschreven door de Conventie van den Haag, wegens de vermindering van de opbrengst der vroegere belastingen in de onmogelijkheid zou geweest zijn om door middel van de ingevorderde sommen de regelmatige uitgaven van het burgerlijk bestuur te dekken?

De nieuwe belastingen zijn oorlogsfeiten en handelingen strijdig met de Conventie van den Haag, in de mate waarin zij de uitgaven voor het burgerlijk bestuur, gedaan in het belang van de inlandsche bevolking, overschrijden.

Kan men erkennen dat de vestiging en de omslag van sommige dier belastingen geregeld werden naar den geest der alsdan van kracht zijnde fiscale politiek en dat men te dien aanzien de werking daarvan voorloopig kan handhaven, dan kan men anderzijds niet erkennen dat zij « noodzakelijk waren wegens 's lands behoeften ».

Wij kunnen niet afzien van ons recht om, bij de regeling der schade-loosstelling, den bezetter rekening te vragen van het bedrag der sommen, onder den schijn van regelmatige belastingen ingevorderd en van hare geoorloofde bestemming afgewend, om te worden besteed aan politieke drijfverijen en aan de oorlogsdoeleinden van den overweldiger, om de uitvoering van het « politiek testament » van den Gouverneur-Generaal Vrijheer von Bissing voor te bereiden.

Hieromtrent dienden uitdrukkelijke voorbehoudingen te worden gemaakt.

Tot de vaststelling, zooals die in het wetsontwerp is voorzien, kan niet overgegaan worden. Zij zou in elk geval moeten steunen op onderzoekingen, waartoe het niet behooren kan thans over te gaan.

Practischer schijnt het — en meer in overeenstemming met de voorschriften der Grondwet — in de wet nader aan te wijzen welke bepalingen, hare kracht ontleenende aan den wil van de Belgische wetgevende macht, aan het bestuur rechtsgrond tot inning zullen verschaffen.

Zóó erkent men niet de gegrondheid daarvan; men trekt enkel de gevolgen uit een staat van zaken.

De opgave betreft de besluiten, in de bijlage vermeld — behalve het besluit van 17 December 1916 — dat geldt als eene tijdelijke afwijking, in tegenstelling met de algemeene beginselen der wet van 1 September 1913, welke enkel de verdeelde winsten der naamlooze vennootschappen treft.

Mits deze voorbehoudingen wordt aan de Regeering rechtsgrond tot inning verleend door het Parlement, gebruik makende van het recht dat het heeft om 's Lands Middelen vast te stellen.

Het bepaalt zelf de klaar omschreven grondslagen, de wijzen van inning en de regelen van toepassing.

Kortom, terwijl de toepassing van de maatregelen, voorzien bij titel I, aan de Regeering het recht verleenend zal om in 1919 te innen al de rechtstreeksche of onrechtstreeksche belastingen, aanslagen of taksen ingevoerd door onze op 2 Augustus 1914 van kracht zijnde fiscale wetten, alsmede den bij toepassing van hare teksten vastgestelden of vast te stellen achterstand, draagt titel II aan de Regeering de taak op, al de sommen te doen betalen, die ingevorderd kunnen worden krachtens de bepalingen van gemelde besluiten, van den dag af, waarop elk besluit in werking trad, tot het van kracht worden van de wet op 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1919.

Staten geldende als Algemeene Begrooting
(titel III, art. 3).

De Begrooting van de Belgische Regeering, gevestigd te Le Havre, werd in stand gehouden door eene maandelijksche toelage van 75 millioen frank, verleend door de verbonden Mogendheden : Engeland, de Vereenigde Staten en Frankrijk. Wat den vorm aangaat, bestond deze Begrooting uit eenvoudige staten van de vermoedelijke ontvangsten en uitgaven, door middel waarvan de Belgische Regeering tegenover deze Mogendheden den aard en het bedrag harer geldelijke behoeften rechtvaardigde.

Anderzijds werd door een besluit-wet bepaald dat telken jare, ten einde te voorzien in de behoeften van de verscheidene ministeriën en Staatsdiensten, alsmede in de uitgaven wegens buitengewone maatregelen, « de Minister van Financiën gemachtigd wordt, aan de verscheidene ministerieele Departementen de kredieten toe te staan, welke zij noodig hebben voor hunne diensten gedurende het jaar. . . . » (Laatste besluit d. d. 30 December 1916, *Belgisch Staatsblad*, 24/31 December 1916, n^{rs} 359-366).

Dat waren middeljes door noodzaak gerechtvaardigd, doch afwijkende van het voorschrift van artikel 115 der Grondwet. Artikel 3 van het ontwerp zou ten gevolge hebben, de Begrootingen te vervangen door staten van vermoedelijke ontvangsten en uitgaven, hebbende kracht van wet. Zij zouden gelden als begrootingswetten.

Uwe Commissie was van oordeel dat men diende na te gaan of het werkelijk onmogelijk was, zoo niet eene algemeene begrooting thans geheel op te maken in overeenstemming met de huidige en eerstkomende geldmiddelen en lasten, dan toch die staten van vermoedelijke ontvangsten en uitgaven ofwel begrootingstabellen te onderwerpen aan het onderzoek en de goedkeuring van het Parlement, opdat het aldus zijne zending zou kunnen vervullen.

Zij wilde echter het innen van de belastingen niet uitstellen totdat de kiesche vraagstukken, door artikel 3 te berde gebracht, zouden opgelost zijn.

Verjaring en verval van rechten (art. 4).

Artikel 4 betreft al de gevallen van verjaring en verval van rechten, waarbij het Beheer van de belastingen betrokken is.

Deze bepaling stemt overeen met het besluit-wet, te Le Havre genomen den 26ⁿ October 1914 (*Belgisch Staatsblad*, 28-29 October 1914, n^{rs} 301-302) en luidende: « Elke verjaring en elk verval in burgerrechtelijke zaken, alsmede elke termijn voorgeschreven om de beslissingen van » die verscheidene rechtsmachten te bestrijden of te beteekenen, zijn » geschorst tijdens den duur van den oorlog. »

Door eene formeele en uitdrukkelijke bepaling ontheft het van elk verval

van rechten of van elke verkregen verjaring, zelfs al werden zij uitgesproken bij rechterlijke beslissing — zooals dit het geval kon zijn met zekere rechtsmachten die van dit besluit geen kennis hadden gekregen.

De vordering der Schatkist tot inning der belastingen en fiscale boeten, alsmede de vordering der belastingplichtigen tot wijziging van de overdreven aanslagen en tot teruggave van ten onrechte betaalde sommen, zijn over 't algemeen onderworpen aan eene korte verjaring.

A) Voor de rechtstreekse belastingen (grondbelasting, personeele belasting, patentrecht, enz.) vervalt de vordering van den namens den Staat optredenden ontvanger, ingeval er geen vervolging wordt ingesteld, drie jaar na den dag waarop de invorderbaar verklaarde rol werd ontvangen; worden de ingestelde vervolgingen niet voortgezet, dan is er verval na verloop van drie jaren (wet van 3 Frimaire jaar VII, art. 149 en 150; besluit van 16 Thermidor jaar VIII, art. 17; algemeen reglement van 1 December 1851, art. 51 en 52). Voor de personeele belasting verjaart de vordering wegens overtreding door verloop van een jaar na het proces-verbaal (wet van 28 Juni 1822, art. 117), en voor het patentrecht verjaren de ontdoken rechten door verloop van vier jaren (wet van 21 Mei 1819, art. 43). Anderzijds vervallen de bezwaarschriften van de belanghebbenden tegen overschattingen, op de rollen van de rechtstreekse belastingen, zes maanden na de waarschuwing-uittreksel uit de rol en het verhaal voor het gerecht veertig dagen na de beteekening van de beslissing van het bestuur betreffende het bezwaarschrift; voor elke aanvraag tot niet-betaling der grondbelasting wegens het niet bewonen van een huis of het niet werken van eene fabriek gedurende een jaar, is er verval den 1^o April van het volgende jaar; voor de aanvraag tot ontlasting van het patentrecht bij overlijden van den patentplichtige of bij verlies van een schip, bedraagt het tijdsbestek drie maanden te rekenen van den dag waarop het feit zich voordeed (wet van 6 September 1895, art. 5 en 8).

B) Voor de registratie-, zegel-, griffie- en hypotheekrechten, verjaart de vordering van den Staat door verloop van twee jaren na den dag waarop de eischbaarheid duidelijk is gebleken; de vordering van den belastingplichtige, in al de gevallen van niet verschuldigde betaling, verjaart door verloop van twee jaren na de betaling (wet van 17 Augustus 1873, art. 4 tot 7, en wet van 25 Maart 1891, art. 60).

Voor de erfenisrechten bedraagt de tot verjaring vereischte tijd tegenover den Staat tien jaren na den bepaalden tijd voor de aangifte, zoo de aangifte niet werd ingediend; daarentegen verjaren de vordering tot betaling van wat volgens de aangifte verschuldigd is en de vordering tot aanvulling van zekere onvoldoende aangiften door verloop van twee jaren na de aangifte. Anderzijds verjaart elke eisch tot terugbetaling van ten onrechte betaalde rechten en boeten door verloop van twee jaren na de betaling (wet van 27 December 1817, art. 26, en wet van 30 Augustus 1913, art. 59).

Dat zijn slechts enkele voorbeelden van verjaring en verval van rechten, voor en tegen den Staat door de belastingwetten vastgesteld.

Van haren kant voert de wet van 15 Mei 1846 op de rekenplichtigheid eene bijzondere verjaring van vijf jaren in ten bate van den Staat voor de schuldvorderingen bij overeenkomst, alsmede voor alle betaalbevelschriften, waarvan bijzonderen geen gebruik maakten (art. 34 en 36).

Laten wij nog vermelden de wetsbepalingen betreffende de pensioenen voor leeken en geestelijken, welke verval van recht op pensioenen bepalen ingeval de aanvraag en de stukken tot staving niet worden ingediend binnen een tijdsbestek van drie jaren (wet van 21 Juli 1844, art. 41), en krachtens welke de driemaandelijksche uitbetalingen van pensioen verjaren door verloop van vijf jaren (wet van 24 April 1900, art. 6).

Kortom, de tijdsbestekken voor verjaring en verval van rechten, bepaald door fiscale en financieele wetten, verschillen meestal van eenige maanden tot vijf jaar.

Nu, het verstrooien van een groot deel der bevolking, vooral in sommige streken, de langdurige afwezigheid van duizenden lieden verwijderd uit het land — daargelaten de soldaten van elken rang, — de min of meer aanzienlijke ontreddering van de bestuursdiensten, de weinige en moeilijke verkeersmiddelen, het verlies en de vernietiging van ambtelijke bescheiden en van private geschriften, de ziekten en de sterften veroorzaakt door den oorlog, — al deze omstandigheden en meer andere konden de ambtenaren in de stoffelijke en zedelijke onmogelijkheid brengen, de rechten en vorderingen van den Staat ten behoorlijken tijde te doen gelden of te waarborgen, en konden zijne schuldeischers in dezelfde onmogelijkheid stellen wat betreft hunne eigen belangen.

Rechtvaardigheidshalve dienen dus elke verjaring en elk verval van rechten te worden afgeschaft, welke gedurende den oorlog ofwel ten nadeele van den Staat hebben gewerkt ofwel te zijnen bate en ten nadeele van bijzonderen. Artikel 4 van het ontwerp, in dezen zin luidende, bepaalt, door den aanvangsdatum van 1 Augustus 1914 en den einddatum van 31 December 1918, het tijdsbestek, waarvoor verjaring en verval van rechten niet zullen gelden; het verleent de tijdsbestekken, die op 31 Juli 1914 nog niet waren verstreken, met eenen nieuwen gelijken termijn, die eindigen zal op 31 December 1919.

Sommige belastingplichtigen hebben zich op oneerlijke wijze door verjaring aan hunne verplichtingen onttrokken, terwijl de meeste zich gewetensvol van hunne plichten kweten. Het is hoogst wenschelijk dat deze ongelijkheid niet stilzwijgenderwijs worde bekrachtigd.

Tot de invordering van achterstel dient men met omzichtigheid en zonder overdrijving te handelen.

De belastingplichtigen, die kunnen bewijzen dat hunne huizen één jaar lang onbewoond bleven, zijn van rechtswege van de grondbelasting vrijgesteld.

Het Beheer heeft, bij wijze van verklaring, dezen maatregel toepasselijk

verklaard op de eigenaars, wier huizen niets opbrachten, hetzij omdat ze door den vijand werden betrokken, hetzij omdat ze kosteloos werden afgestaan.

Deze verklaring dient nog ruimer te zijn. Het zou moeilijk aan te nemen zijn dat een eigenaar of een bewoner den zwaren last van den fiscus zou moeten dragen, indien hij niet het minste huurgeld van zijn goed heeft opgetrokken, omdat de huurder onvermogen was, omdat het onmogelijk was hem te vervolgen wanneer hij onder de wapens was, — en misschien weldra, ten gevolge van eene huishuurwet.

*
* *
*

Men dient den stond te verhaasten, waarop het Parlement zal kunnen kennis nemen van regelmatige begrootingen en, buiten allen partijgeest die zoo dikwijls een onoverkomelijk struikelblok op dien weg was, tot stand zal kunnen brengen eene algemeene herziening onzer belastingen en lasten, in haren vollen omvang en samenhang, en waarbij het zal kunnen trachten te verwezenlijken wat de heer Ingenbleek in eene onlangs verschenen en aan den Minister van Financiën onderworpen studie noemde : *De Rechtvaardigheid in Belastingzaken*.

De Verslaggever,
P. WAUWERMANS

De Voorzitter,
JOL. LIEBAERT.

**Projet de loi transitoire de finances
pour 1919.**

—
**TEXTE AMENDÉ
PAR LA COMMISSION.**

—
TITRE I^{er}.

**Application des lois d'impôt belges
en 1919.**

ARTICLE PREMIER.

Les impôts directs et indirects, en principal et additionnels au profit de l'État, qui existaient à l'époque de l'invasion du pays, seront recouvrés pendant l'année 1919 d'après les lois et tarifs qui en réglaient l'assiette et la perception à ladite époque.

TITRE II.

Impôts établis par l'occupant.

ART. 2.

§ 1^{er}. — *Sont validées les perceptions d'impôts nouveaux ou supplémentaires au profit de l'État, effectuées en vertu d'actes émanés de l'occupant, en date des 18 mai 1916 (art. 1 et 2) et 17 décembre 1916 (art. 1) sur la contribution foncière; 24 décembre 1917 (art. 1 et 2) sur la contribution personnelle; 18 mai 1916 (art. 3 et 4); 17 décembre 1916 (art. 2 et 3); 24 décembre 1917 (art. 3) sur le droit de patente; 18 mai 1916 concernant la taxe*

**Ontwerp van overgangs- financiënwet
voor 1919.**

—
**TEKST DOOR DE COMMISSIE
GEWIJZIGD.**

—
TITEL I.

**Toepassing der Belgische belas-
tingwetten in 1919.**

EERSTE ARTIKEL

De rechtstreeksche en onrechtstreeksche belastingen, in hoofdsom en opcentiemen ten bate van den Staat, die, op het tijdstip van den vijandelijken inval in het land, bestonden, worden gedurende het jaar 1919 ingevorderd volgens de wetten en tarieven welke op voormeld tijdstip derzelve zetting en heffing regelden.

TITEL II.

**Belastingen geheven door
de bezettende macht.**

ART. 2.

§ 1. — *Worden gemachtigd tot geldigmaking der krachtens akten vanwege de bezettende macht gedane heffingen van nieuwe- en bijbelastingen ten bate van den Staat, in dato 18 Mei 1916 (art. 1 et 2) en 17 December 1916 (art. 1) op de grondbelasting; 24 December 1917 (art. 1 en 2) op de personeele belasting; 18 Mei 1916 (art. 3 en 4); 17 December 1916 (art. 2 en 3); 24 December 1917 (art. 3) op het patentrecht; 18 Mei 1916 betreffende*

sur les revenus et profits réels; 23 avril 1916 concernant la taxe sur les spectacles et autres établissements publics.

§ 2. — Le Gouvernement est autorisé à percevoir les mêmes impôts, dans les mêmes conditions d'assujettissement, à charge des contribuables qui seraient en retard de les acquitter.

§ 3. — Les impôts visés ci-dessus continueront à être perçus jusqu'à ce qu'il soit définitivement pourvu par le pouvoir législatif aux voies et moyens de l'exercice 1919.

TITRE III.

Disjoindre le titre III.

TITRE IV.

Prescriptions et déchéances.

ART. 4.

Sont abolies les prescriptions ou déchéances accomplies entre le 31 juillet 1914 et le 31 décembre 1918, relativement à des actions, droits et créances soit au profit de *l'administration des finances, de l'Etat* ou de ses agents responsables, soit contre *ladite administration*.

Il est établi, pour l'exercice de ces actions, droits et créances, un nouveau délai qui prendra fin le 31 décembre 1919.

den aanslag op het inkomen en de zake-lijke winsten; 23 April 1916 betreffende den aanslag op de schouwspelen en andere openbare inrichtingen.

§ 2. — De Regeering wordt gemachtigd dezelfde belastingen te innen, in dezelfde voorwaarden van verplichting, ten laste van de belastingsschuldigen, die in 't betalen derzelve ten achteren zouden zijn.

§ 3. — De bovenbedoelde belastingen worden zoolang geïnd tot wanneer door de wetgevende macht voorgoed in de wegen en middelen van het dienstjaar 1919 zal voorzien zijn.

TITEL III.

Titel III af te voeren.

TITEL IV.

Verjaring en verval van rechten.

ART. 4.

Worden opgeheven alle verjaring en verval van rechten ingetreden tusschen 31 Juli 1914 en 31 December 1918, aangaande vorderingen, rechten en schuldvorderingen hetzij ten voordeele van *het bestuur der financiën*, van den Staat of van zijne verantwoordelijke agenten, hetzij ten nadeele van *gezegd bestuur*.

Voor de uitoefening dier vorderingen, rechten en schuldvorderingen, wordt een nieuw tijdsbestek bepaald, hetwelk den 31 December 1919 zal eindigen.

